

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement

Colomiers, le 23 mars 2016

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV4

Affaire suivie par : Eric LOISEL
N/Réf. : n°2016/163
n°S3IC : 068-02369

Téléphone : 05 61 15 37 53
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : eric.loisel@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PRÉFET de la HAUTE-GARONNE

Établissement : Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux à Toulouse, usine d'incinération des boues de la station d'épuration Toulouse Ginestous

Objet : Établissement (nouvel entrant) relevant du champ d'application de la directive « IED »

Examen du dossier de mise en conformité

Réf. : Lettre de l'exploitant du 30/11/2015 adressée à la DREAL

p.i. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1. CONTEXTE ET OBJET DU RAPPORT

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée le 24 novembre 2010 est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Cette directive fusionne sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution, dite « IPPC », reprise au niveau du chapitre II de la directive 2010/75/UE. Pour mémoire, la directive « IPPC » avait été transposée notamment par l'intermédiaire de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R.512-45 du code de l'environnement. Ce texte a été abrogé le 7 janvier 2014.

La directive « IED » a été transposée en droit français principalement par l'ordonnance n°2012-7 du 5 janvier 2012 qui a inséré une section 8 intitulée « Installations mentionnées à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles » et le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 qui en définit les conditions d'application. De nouvelles rubriques 3000 ont également été créées par le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 afin de mieux identifier les installations visées par la directive « IED ».

Le champ d'application de la directive « IED » étant plus large que le champ d'application de la directive « IPPC », les établissements susceptibles d'être concernés ont été sollicités et invités à se positionner sur les rubriques 3000 en choisissant parmi elles la rubrique dite « principale » et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) ou documents BREF associés avant fin 2013.

Par ailleurs, ces établissements ont été informés que, dans le cas où ils rentreraient dans le champ d'application de la directive « IED », ils devraient transmettre au préfet avant le 7 janvier 2014 un dossier de mise en conformité conformément à l'article R.515-82 du code de l'environnement ainsi que le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59.

Le rapport de mise en conformité ainsi que le rapport de base (ou la justification de non soumission au rapport de base) ont pour objectif de vérifier que l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation fixe au minimum les dispositions énumérées à l'article R.515-60 du code de l'environnement et de permettre, le cas échéant, l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Dans ce dernier cas, l'échéance pour la mise en conformité des installations est fixée au 7 juillet 2015 par l'article R.515-82 II du code de l'environnement.

Le présent rapport propose au préfet les suites qu'il convient de donner à l'issue de l'instruction des documents reçus.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux exploite depuis janvier 2001 sur le site de la station d'épuration de Toulouse Ginestous, chemin des Daturas à Toulouse, une usine d'incinération des boues de la station pour une capacité autorisée de 8000 t/an exprimée en matière sèche.

3. SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

Les installations de l'usine d'incinération relèvent du régime de l'autorisation et sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/01/2001.

Le classement selon les rubriques 3000 proposé par l'exploitant, notamment la rubrique principale, ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou documents BREF correspondants sont les suivants :

Rubrique IED	Installation et activité concernée	Eléments caractéristiques	Conclusions sur les MTD ou document BREF correspondant à la rubrique IED
3520.a	Elimination ou valorisation de déchets dans une installation d'incinération.	3,6 t/h	BREF « WI » relatif à l'incinération des déchets (*)

(*) Le BREF « WT » relatif au secteur des déchets est également applicable.

4. EXAMEN DU DOSSIER DE MISE EN CONFORMITE

Par lettre en date du 30/11/2015, visée en référence, l'exploitant a fourni le dossier de mise en conformité comportant les éléments requis par le code de l'environnement, dont, notamment, une comparaison du fonctionnement des installations vis-à-vis des meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF « WI » correspondant à la rubrique 3520.a, une analyse du fonctionnement des installations sur la dernière décennie et le récolement vis-à-vis des prescriptions réglementaires applicables.

L'inspection des installations classées considère que les éléments relatifs à la mise en conformité des installations vis-à-vis de la directive IED fournis par l'exploitant sont complets et réguliers.

5. EXAMEN DU MEMOIRE JUSTIFIANT LA NON SOUMISSION AU RAPPORT DE BASE

Par cette même lettre du 30/11/2015, l'exploitant a considéré qu'il n'était pas soumis au rapport de base et fourni les éléments justificatifs sous la forme d'un mémoire établi selon le guide méthodologique du ministère de l'Ecologie en vigueur (version 2.2 d'octobre 2014).

Ce mémoire établit que le fonctionnement des installations ne conduit à utiliser, produire ou rejeter aucune substance ou mélange dangereux, au sens du guide précité, susceptible d'être à l'origine d'une pollution de sol ou des eaux souterraines : l'ammoniaque utilisée pour le traitement des fumées est stockée dans une cuve sur double rétention, mise en œuvre automatiquement dans le procédé et n'est pas classée dangereuse pour l'environnement.

Le mémoire fourni par l'exploitant répond aux exigences essentielles du guide du ministère et peut être considéré comme complet et régulier.

6. CONFORMITE DE L'ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION

Les prescriptions mentionnées dans les actes préfectoraux en vigueur (arrêté d'autorisation du 19/01/2001 complété notamment le 13/09/2012) ne permettent pas de respecter les dispositions de l'article R.512-60 du code de l'environnement. Il est donc nécessaire de les actualiser par des prescriptions additionnelles :

- fixant une valeur limite d'émission pour les paramètres mentionnés ci-après, en sortie de l'installation de traitement des fumées de chaque ligne d'incinération et permettant d'évaluer le respect de ces valeurs limites : poussières totales, HCl, HF, SO₂, NO_x, CO, NH₃ et Hg ;
- relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif.

Ces prescriptions visent à la prise en compte des MTD n°35 du BREF « WI » et n°19 du BREF « WT ».

7. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Il ressort des éléments développés précédemment que le dossier de mise en conformité et le mémoire justifiant que l'installation n'est pas soumise au rapport de base sont complets et réguliers.

Toutefois, les prescriptions techniques et réglementaires définies par les actes préfectoraux en vigueur ne permettent pas de respecter toutes les dispositions de l'article R.512-60 du code de l'environnement. Il est donc nécessaire de les actualiser par des prescriptions relatives au rejet de 8 polluants (poussières totales, HCl, HF, SO₂, NO_x, CO, NH₃ et Hg) dans l'air et aux conditions de remise en état en cas d'arrêt définitif des installations du site.

A cet effet, l'inspection des installations classées propose au préfet de prendre par arrêté préfectoral complémentaire pris en application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, dont un projet est joint au présent rapport, les prescriptions additionnelles actualisant l'arrêté d'autorisation du 19/01/2001.

L'inspection des installations propose de soumettre ce projet d'arrêté préfectoral à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et d'y réserver une suite favorable.

Vérifié et validé le 23 mars 2016
l'inspecteur de l'environnement,


Adeline COT

l'inspecteur de l'environnement,


Eric LOISEL

ANNEXE à l'arrêté préfectoral complémentaire n°

Les dispositions de la présente annexe modifient les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé en date du 13 septembre 2012.

1. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

L'annexe I de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 susvisé est abrogée et remplacée par les dispositions qui suivent.

« Valeurs limites d'émissions dans l'air à respecter pour chaque ligne d'incinération :

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/Nm ³)	Concentration moyenne semi-horaire (mg/Nm ³)	Flux moyen journalier (kg/j) au débit nominal	Auto-surveillance	Contrôles extérieurs
Débit nominal gazeux sec de chaque ligne d'incinération			11600 Nm ³ /h	Continue avec enregistrement	2 par an
H ₂ O				Continue avec enregistrement	2 par an
O ₂				Continue avec enregistrement	2 par an
Poussières totales	5	20	1,39	Continue avec enregistrement	2 par an
COT	10	20	2,78	Continue avec enregistrement	2 par an
Chlorure d'hydrogène (HCl)	8	50	2,22	Continue avec enregistrement	2 par an
Fluorure d'hydrogène (HF) (4)	1	2	0,27	Continue avec enregistrement	2 par an
Dioxyde de soufre (SO ₂)	40	150	11,13	Continue avec enregistrement	2 par an
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	180	350	50,11	Continue avec enregistrement	2 par an
Monoxyde de carbone (CO)	30	100	8,35	Continue avec enregistrement	2 par an
Ammoniac (NH ₃)	10	10	2,78	Continue avec enregistrement	2 par an
Cadmium (Cd) et ses composés + Thallium (Tl) et ses composés (2) (3)	0,05		0,014		2 par an
Mercure (Hg) et ses composés (2) (3)	0,02	0,03	0,006		2 par an
Autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) (1) (2) (3)	0,5		0,139		2 par an
Dioxines et furannes (5)	0,1 ng/Nm ³ (7)		0,028 mg/j	Semi-continue (6)	2 par an (8)

(1) Le total des autres métaux est défini à l'annexe I-c de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

(2) La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum. Les résultats en métaux doivent faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses.

(3) Les valeurs limites s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

(4) La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

(5) La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

(6) Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements continus de gaz d'émissions, proportionnels au débit de rejet, sur une période d'échantillonnage de quatre semaines. L'échantillon prélevé est ensuite analysé en laboratoire.

La durée de prélèvement, et la nécessité de changer ou non la cartouche en cas d'arrêt d'une installation, doivent faire l'objet d'un positionnement et de propositions de l'exploitant fondées sur l'exploitation des données d'auto-surveillance.

Le prélèvement des gaz doit intervenir dès l'introduction des déchets dans les fours. Il ne peut être interrompu que lorsque les fours ne contiennent plus de déchets.

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyse des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.

(7) Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite fixée, l'exploitant doit faire réaliser, sous un délai maximal de 10 jours, par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes. Lors de ce type de mesures, les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

(8) Lors de ce type de mesures, les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures. »

2. CESSATION D'ACTIVITE

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est un usage compatible avec les occupations et utilisations du sol (usage) définies par le règlement du PLU de la commune de Toulouse.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément au premier alinéa du présent article, aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

3. PERFORMANCE ENERGETIQUE DE L'INSTALLATION D'INCINERATION

L'article 3.1.4.2. de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions qui suivent.

« L'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation énergétique si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- *la performance énergétique de l'installation est supérieure ou égale à 0,25. Elle est calculée selon les indications de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé ;*
- *l'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité ;*
- *l'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique. Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est annuelle. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les résultats du programme de maintenance et d'étalonnage ;*
- *le pouvoir calorifique supérieur du déchet faisant l'objet du traitement est supérieur à 2500 kcal/kg (soit 10467 kJ/kg).*

Si les conditions définies ci-dessus ne sont pas respectées, l'opération de traitement des déchets par incinération est qualifiée d'opération d'élimination. »

